

Le cdH met le cap sur les élections communales

Benoît Lutgen remet ses troupes en ordre de marche et dévoile les nouvelles idées des siens pour convaincre les électeurs de Wallonie et de Bruxelles en octobre 2018

Le cdH validera les lignes de force de son programme pour les élections communales, ce dimanche à Namur. En exclusivité pour Sudpresse, son président en dévoile la trame. Et n'évade aucune des questions du moment.

ENTRETIEN
Benoît Lutgen
Président du cdH

Les scrutins d'octobre 2018 auront plus que jamais valeur de test pour le cdH, entré en zone de turbulences suite à la décision de son président de retirer la prise des gouvernements des entités fédérées, le 19 juin dernier. Ce qui n'a finalement réussi que pour la seule Wallonie.

Est-ce la raison pour laquelle Benoît Lutgen organise si tôt son congrès de lancement de

« Un contrat de participation volontaire pour les chômeurs de longue durée »

campagne pour ces élections, ce dimanche matin à Namur ? « Ce programme, on le prépare depuis plus d'un an avec les mandataires, les militants, la so-

ciété civile... », balaie d'emblée le Bastognard dans son entretien exclusif à Sudpresse. « Ces lignes de force, les différentes sections vont pouvoir s'en inspirer et prendre celles qui seront les plus pertinentes en fonction de leurs spécificités locales. »

↳ **Quelle sera la patte cdH en octobre 2018 ?**

« Le mot d'ordre, c'est : dans toutes les décisions à prendre, voyons en quoi cela renforce le lien humain. La commune est un endroit d'innovation et

d'humanité. La défiance vis-à-vis du politique y est moins forte, aussi. On doit ajouter une part d'humanité en tout. La commune est aussi un puissant levier d'investissements publics, donc d'emplois. Dans les limites légales, j'invite d'ailleurs nos mandataires à s'adresser d'abord aux entreprises de leur commune, de leur bassin de vie. »

↳ **Par exemple ?**

« Quand on rénove une route, on doit voir les endroits les plus accidentogènes, là où se posent les plus grosses difficultés de mobilité, là où le revêtement est le plus dégradé. Cela doit être la priorité des travaux partout. Et on doit élaborer un programme sur six ans. Cela permet aux habitants de savoir vers quoi on va, et aux entreprises de connaître les marchés auxquels elles pourront participer. C'est ça, de la bonne

gestion et des choix humains. C'est transposable partout, notamment pour les enjeux familiaux et les commerces. »

↳ **Avec quel projet concret ?**

« L'enjeu de la famille et de l'éducation est majeur. Les accueillantes d'enfants auront

« Nous proposons des « chèques commerces » pour aider des accueillantes d'enfants à s'installer »

bientôt un statut. Mais on peut aussi très bien les aider — je l'ai fait à Bastogne — dans l'installation de leur activité en leur donnant des « chèques commerces », à dépenser dans les commerces

de l'entité. C'est bon pour tout le monde : les familles, les accueillantes et les commerces. »

↳ **Et pour l'emploi ?**

« On propose un contrat de participation volontaire, en s'inspirant d'un projet français « Territoire zéro chômeur de longue durée ». Tout le monde a un talent. Identifions-les et voyons comment ils peuvent contribuer à la société, via les ALE. Le deal, c'est : on garde son allocation

de chômage, et on s'investit contre rétribution dans des activités locales diverses. C'est valorisant et c'est une belle passerelle vers l'emploi. »

↳ **Vous avez aussi un volet consacré aux personnes handicapées...**

« De la naissance à la fin de vie, je veux qu'ils aient les mêmes droits que quiconque, qu'on les voie comme une richesse. C'est vrai pour les crèches, les écoles, l'emploi, les formations, l'accès aux bâtiments, le droit de vote avec des bulletins en braille pour les non-voyants... »

↳ **Et pour les aînés ?**

« Améliorer leur qualité de vie est une priorité. Multiplions les homes « animaux de compagnie admis » pour qu'ils souffrent moins de solitude,

« J'invite nos mandataires à s'adresser d'abord aux entreprises de leur commune »

stimuler leurs émotions, leurs souvenirs positifs. Respectons aussi au maximum leur volonté de rester chez eux. Ce sera tout le sens de l'assurance autonomie qui a été décidée en Wallonie. »

INTERVIEW > CHRISTIAN CARPENTIER

Émeutes à Bruxelles : « Jambon n'a pas été à la hauteur ! »

La sécurité occupe également un volet du programme cdH pour les communales d'octobre 2018. « On propose notamment davantage d'agents constatateurs en soutien aux agents de quartier, afin de libérer du temps pour les fonctions premières de la police d'intervention », explique Benoît Lutgen. « Elle est de plus en plus sollicitée, notamment pour le terrorisme, la délinquance, la drogue, les violences... » « Ces agents constatateurs peuvent s'occuper de stationnement, d'incivilités environnementales et de bien-être animal. Ils ont un lien de présence mais aussi de sanction des incivilités qui peuvent

pourrir la vie des autres, notamment dans les quartiers plus difficiles. Je crois en des sanctions proportionnées et rapides. Laisser les choses se dégrader, cela participe à créer des zones de non-droit. »

Est-ce ce qui s'est passé à Bruxelles ? « C'est un peu tôt pour juger. Ce qui m'a sidéré, par contre, c'est qu'on est sans doute le seul État au monde où, face à de telles émeutes dans la capitale de son pays, le

ministre de l'Intérieur ne se déplace pas physiquement ne fût-ce que pour soutenir ses hommes ! Le bourgmestre non plus ! Il y a eu une sorte de flottement invraisemblable ! Ici, on a réagi de loin avec des commentaires qui donnaient l'impression que M. Jambon était ministre de l'Intérieur depuis la veille au soir ! Ce n'est pas sérieux ! Son comportement n'a pas été à la hauteur de ce qu'on pouvait attendre ! Et la réponse consistant à dire que la fusion des polices aurait pu éviter les émeutes, il faudrait qu'on m'explique comment ! C'est un écran de fumée ! » ●

ÉDITO

Le premier défi du cdH : redéfinir sa raison d'être

Christian Carpentier

ÉDITORIALISTE EN CHEF

Il est toujours aisé de refaire le match. Et de réécrire l'histoire. Que serait-il advenu du PSC si Joëlle Milquet ne l'avait

pas mué en cdH, en mai 2002 ? Aurait-il continué à perdre des plumes, scrutin après scrutin ? Serait-il parvenu à finalement inverser sa tendance de l'époque ? Ou aurait-il été rayé de la carte ?

Nul ne le saura jamais.

Ce qu'on sait, par contre, c'est que l'opération était courageuse. Intéressée aussi, puisqu'il s'agissait d'ouvrir le parti aux non-chrétiens, enjeu particulièrement sensible à Bruxelles où la séduction de quantité de nouveaux belges se heurtait à des motifs religieux.

Mais ce que l'on sait aussi, c'est qu'elle n'est toujours pas achevée, cette opération. Car qui peut, aujourd'hui, définir

en quelques mots simples ce que c'est l'« humanisme démocratique » ? Le socialisme, c'est relativement facile à résumer. Le libéralisme aussi. L'écologisme et le communisme pareillement. Quitte à les parsemer d'approximations et de clichés, n'importe qui est capable de donner une définition personnelle de ces courants.

Pour l'humanisme démocratique, par contre, c'est une

autre paire de manches. C'est bien là désormais tout le premier des enjeux pour Benoît Lutgen s'il veut sauver les siens de l'abîme que les sondages convergent à lui prédire aux prochaines échéances électorales : leur rendre une ligne politique claire et originale. Une colonne vertébrale aisément identifiable. Bref, une raison d'être. Sous peine de verser dans la marginalité, avec les conséquences que cela laisse deviner. ●

Son message aux militants**« On veut rassembler, pas diviser »**

➤ **Le cdH n'a pas la cote, dans les sondages. Qu'allez-vous dire aux militants là-dessus, ce dimanche ?**

« Dans la vie et quand on s'engage, il faut toujours revenir à l'essentiel. Être cdH, c'est avoir une approche différente des autres. Notre but, c'est d'apporter de la qualité de vie, du bonheur. On a un projet plus nuancé, plus modéré, moins clivant. Notre ambition est de rassembler, pas de diviser, comme d'autres. Du coup, ça passe parfois plus inaperçu. »

➤ **Vous redoutez le score final aux élections ?**

« Non, je suis confiant. Le rassemblement des gens et la bonne gestion, c'est d'abord ça que l'électeur attend. Notre force de proposition va battre tout le reste. Bien sûr, il y a les sondages. Mais c'est un thermomètre, une photo. On n'est pas là pour regarder des photos

mais pour être dans l'action, dans l'avenir, avec créativité. »

➤ **Le cdH ne joue pas sa survie dans les deux échéances électorales qui arrivent ?**

« Je suis président depuis quelques années. Mais déjà bien avant, j'entendais cette question très régulièrement. Ce n'est pas notre survie qui se joue. On est la troisième force politique. Et dans les sondages, une personne sur deux se dit au centre. Cela nous laisse une marge d'expansion très importante. L'enjeu, c'est plutôt le niveau local qui peut ramener cette confiance nécessaire entre le citoyen et ses élus. »

➤ **Mais c'est de là que sont parties les affaires Publifin, du Samusocial, de l'ISPPC...**

« Cela n'empêche effectivement pas les dérives. Mais ce n'est pas une commune qui en est à la base : c'est un niveau de pouvoir auquel on a donné des respon-

sabilités par ricochet qui a pris des décisions très éloignées des élus et intérêts locaux. »

➤ **Avec le PS, vous êtes durablement fâché ?**

« Le rapport à l'État et au pouvoir de certains de ses mandataires est malsain. L'influence du PTB a été grande sur son virage d'extrême gauche, par opportunisme et non par conviction. Le débat est devenu très idéologique, très dogmatique, avec un retour 50 ans en arrière. Dire qu'on pourra travailler moins en gardant la même chose, c'est abîmer la valeur du travail. Qu'on ait un travail adapté pour les métiers pénibles, oui bien sûr. Mais le faire de façon dogmatique et linéaire, ce n'est pas responsable. C'est un très mauvais message, du grain à moudre pour les nationalistes. »

➤ **Du coup, ça vous oblige à vous allier durablement avec**

le MR, non ?

« Je n'exclus personne, sauf l'extrême gauche et l'extrême droite. Leur seule différence, c'est le racisme. Ce n'est pas rien. Mais leur mécanique est semblable : le populisme surfant sur les difficultés avec des solutions simplistes comme la fermeture des frontières, la suppression de l'enseignement libre... »

➤ **L'extrême droite wallonne, c'est qui ? Le PP ?**

« C'est en tout cas la droite très dure, que j'exclus aussi. S'allier avec le PTB ne serait pas possible non plus. Ils veulent la suppression des lois pour lutter contre le terrorisme ! La liberté d'enseignement ! »

➤ **Pourtant la FGFB appelle à une alliance PS-PTB-Ecolo...**

« Oui, j'ai vu. Au lieu de dire ce qu'elle veut comme projet, elle choisit sa coalition. C'est son choix. » ●

Les questions du moment**« La RTBF n'est pas une pompe à audiences »**

Comment Benoît Lutgen réagit-il à l'actualité du moment ? Tour d'horizon.

> **La tournée allégée des facteurs.** « Imaginer qu'ils pourraient ne plus devoir distribuer le courrier tous les jours, c'est invraisemblable ! On est en train de créer des zones de sous-citoyens, où on n'a pas accès à un Internet de qualité, et où demain on n'aura même plus son courrier tous les jours ! Cela aura des impacts humains, mais aussi économiques. Le téléphone portable, l'Internet et le courrier, c'est un service universel comme le téléphone fixe l'a été naguère. On doit connecter les gens dans tous les domaines. »

> **Un gouvernement Michel II.** « Ce n'est pas d'actualité. J'y préférerais un Fonck F. Une femme

Premier ministre, ce serait bien. Elle en a l'intelligence, la compétence, la crédibilité. Cela ne fait aucun doute. Et elle restaurerait certaines priorités budgétaires, notamment en soins de santé, en corrigeant ce que Maggie de Block a fait depuis 3 ans et dont on commence seulement à mesurer l'impact pour les gens, pour la qualité des soins. »

> **La fin du plan Marshall.** « Ce qui compte, ce sont les décisions prises et le futur plan d'investissement qui va arriver. Beaucoup de choses fonctionnent très bien dans le plan Marshall et il faut les garder, avec de nouveaux objectifs. Ce n'est pas une question de

dénomination, mais de contenu. »

> **Une alliance avec la N-VA.** « Je ne vois pas aujourd'hui les éléments qui pourraient faire changer notre position par rapport à 2014. J'ai parfois l'impression que certains ministres N-VA viennent d'être désignés tous les jours la veille au soir. Trois ans plus tard, c'est inquiétant. Ils sont dans le commentaire politique, pas dans l'action. On attend autre chose de ministres. »

> **Deux jours de grève aux TEC.** « Les revendications de la CGSP ont évolué d'heure en heure. C'est assez particulier. Je remercie tous les chauffeurs qui ont eu le courage de bosser. Refuser tout dialogue pour essayer de mettre en place un service minimum, je ne peux pas l'entendre. C'est une désinvolture inac-

ceptable. »

> **L'affaire Benjamin Maréchal.**

« Je n'attaque jamais les personnes. A-t-il sa place sur le service public ? On peut se poser la question. Mais la vraie interrogation, elle doit porter sur les rôles et missions qu'un service public doit avoir en matière d'information et d'éducation permanente. La renégociation du contrat de gestion de la RTBF est l'occasion d'y réfléchir. Si c'est pour produire ce qui l'est dans le privé, quel est encore le sens de cela ? Ce qui s'est passé est plus qu'interpellant. La RTBF se perdra si elle devient une pompe à audiences. Qu'elle s'inspire plutôt ce que fait France Télévision en termes de qualité, de remise en perspective... » ●

Son avenir personnel**« Je ne serai pas un Di Rupo »**

Vous regrettez d'avoir tiré la prise des gouvernements en juin ?

« Pas du tout. La question n'était pas de tirer la prise, mais de mettre du courant alternatif. Des décisions aujourd'hui prises au niveau wallon étaient bloquées : la baisse des droits d'enregistrement, la fin de la redevance télé, l'assurance autonomie... »

Vous n'avez jamais douté, ces derniers mois ?

« J'aurais eu un sentiment de lâcheté si je n'avais pas bougé. On a promis des choses aux électeurs en 2014. Je l'ai respecté. J'ai convenu un programme avec le PS. Il ne souhaitait plus mettre en œuvre l'ensemble des mesures. Je ne me voyais pas accepter ça, par rapport à nos promesses. »

Qui est désormais le leader du cdH, à Bruxelles ?

« Céline Frémault joue un rôle important. Benoît Cerexhe ou Hamza Fassi-Fihri aussi. Et une

nouvelle génération talentueuse arrive. »

Joëlle Milquet reviendra-t-elle un jour à l'avant-plan ?

Où son temps est-il passé ?

« Elle a décidé elle-même de ne pas se présenter au niveau local pour laisser monter une nouvelle génération. Jacques Étienne l'avait aussi fait avec Maxime Prévot à Namur, avec beaucoup d'élégance. L'élection est l'occasion de faire monter de nouvelles personnes. »

Et vous, où vous voyez-vous dans 5 ans ?

« Qui peut le dire ? La politique n'est pas une fin en soi. Seul l'engagement l'est et il en existe différentes formes. Je n'ai pas l'ambition de m'accrocher comme d'autres jusqu'à la fin de mes jours. Je ne serai sûrement pas un Di Rupo. Si je constatais une forme de lassitude, ou le sentiment de ne plus être utile, je pourrais arrêter du jour au lendemain. Ce n'est pas d'actualité. » ●

Pour les nouveaux Belges**« Une prestation de serment »**

Le cdH veut également rénover la procédure d'octroi de la nationalité, dans son programme. « Actuellement, on l'octroie sans moment solennel. C'est une inscription dans un registre, sans expliquer les implications que cela a en matière de droits et de devoirs dans la vie de tous les jours. Au niveau communal, je propose une cérémonie, avec prestation de serment de

fidélité au Roi, à la constitution et aux lois du peuple belge. Ce serait l'occasion de mieux intégrer les personnes, de pouvoir les accueillir réellement, de créer un lien avec elles. On pourrait aussi voir à cette occasion comment elles peuvent s'investir dans la vie de la localité si elles le souhaitent, leur expliquer les services offerts, mais aussi d'aborder leurs obligations... » ●